agenzia fides
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org
Fondata nel 1927

AFRIQUE/GUINEE BISSAU - Accusations contre le Portugal après l'assaut donné à une caserne - « de la sorte l'isolement du pays se renforce »

Bissau (Agence Fides) – « Pour l'heure, la situation est calme, les forces de sécurité ont cependant renforcé les contrôles aux frontières et le long des routes et ont également perquisitionné un certain nombre d'habitations à la recherche des responsables de l'assaut contre la caserne » déclare à l'Agence Fides une source de l'Eglise de Bissau, qui désire conserver l'anonymat pour raisons de sécurité, où, hier matin, Dimanche 21 octobre un groupe armé a attaqué la caserne des Bérets rouges, une unité d'élite, sise dans les environs de l'aéroport. Au cours de l'assaut, 7 personnes ont trouvé la mort. « Il s'agit de l'unité militaire la plus efficace de l'armée de terre locale et elle est un peu au centre de tous les affrontements de pouvoir internes » déclare notre source.
Le gouvernement a accusé le Cne Pansau N'Tchama, considéré comme un fidèle de l'ancien Premier Ministre Carlos Gomes Junior, renversé par le Coup d'Etat militaire du 12 avril, d'en être responsable. Les putschistes, commandés par le Chef d'Etat-Major, le Général Antonio Indjai, ont cédé le pouvoir à un certain nombre d'hommes politiques après avoir signé un accord portant sur la mise en place d'un gouvernement de transition placé sous la conduite du Président Manuel Serifo Nhamadjo. Cet accord a été approuvé par la Communauté économique des Etats d'Afrique occidentale (CEDEAO) mais a été repoussé par le Portugal – ancienne puissance coloniale – et par la Communauté des Pays de langue portugaise (CPLP). L'Union européenne a imposé des sanctions aux principaux représentants de la Guinée Bissau.
Le gouvernement de Bissau a accusé le Portugal, la CPLP et l'ancien Premier Ministre Carlos Gomes Junior d'être les instigateurs de l'assaut contre la caserne. « C'est la version de ceux qui sont au pouvoir. Nous cherchons actuellement à comprendre qui se trouve derrière cet épisode mais il est très difficile de comprendre ce qui se trame dans les coulisses de la politique du pays. Ce qui est sûr c'est que le gouvernement, en accusant explicitement le Portugal et la CPLP, accentue son isolement international » commente notre source. Il existe sûrement des liens entre les derniers événements et le trafic de drogue dans la mesure où « la lutte pour le pouvoir politique est liée au contrôle des trafics de cocaïne qui transitent par le pays en provenance d'Amérique latine et en direction de l'Europe » conclut notre source. (L.M.) (Agence Fides 22/10/2012)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it